

Injustice sans recours

Entretien avec Tania Li

Réalisé par **Céline Allaverdian**

Translation | Traduction **Claire Hancock**

Tania Li est une anthropologue de renom, professeure à l'université de Toronto, dont la recherche porte sur le changement agraire en Indonésie. Ses travaux récents étudient l'expansion massive de plantations commerciales de palmiers à huile et leur impact sur les communautés rurales. Dans la première partie de cet entretien mené le 18 juin 2024, Tania Li parle de « l'injustice sans recours », une expression qu'elle utilise pour se référer à des situations dans lesquelles des personnes subissant l'injustice ne se mobilisent pas pour autant pour s'en plaindre. Bien que les chercheurs et les militants mettent souvent en avant les mobilisations, il semble que l'absence de mobilisation soit la norme. Il est donc important de comprendre non seulement les conditions de la mobilisation collective, lorsqu'elle se produit, mais aussi celles de la non-mobilisation. Il est méthodologiquement difficile d'étudier cette dernière, et Li propose d'utiliser l'ethnographie comme outil pour saisir comment les personnes expriment un sentiment d'injustice dans leurs termes vernaculaires et identifier les conditions qui permettent ou empêchent la mobilisation. Dans la seconde partie de l'entretien, Tania Li fait part de son opinion quant au rôle des chercheurs dans l'étude des luttes pour la justice et la diffusion de ces travaux.

Céline Allaverdian est doctorante au département de géographie de l'université de Montréal et au département d'agriculture comparée d'AgroParis Tech/Université Paris-Saclay, en partenariat avec le GRET.

Le texte ci-dessous résume un entretien plus détaillé dont les enregistrements peuvent être écoutés ici :

- [partie 1 : Injustice sans recours](#)
- [partie 2 : Le rôle des chercheurs dans les luttes pour la justice](#)

Mots-clés : justice, action collective, accaparement de terre, plantation de palmiers à huile, Indonésie

Keywords: justice, collective action, land grab, oil palm plantation, Indonesia

Injustice sans recours

jssj19_ep02_li_sound_01 : 0 min

Celine Allaverdian (CA) : Dans ce numéro spécial intitulé « Luttés, territoires et justice spatiale », la revue JSSJ interroge différentes formes de lutte et d'action collective ainsi que leurs dimensions territoriales. L'accent mis sur la lutte contraste avec votre longue expérience de recherche dans les zones rurales indonésiennes, où vous avez constaté que l'action collective est rare et le plus souvent inefficace, ce qui vous a amenée à écrire sur « l'injustice sans recours ».

Pourriez-vous expliquer ce que vous entendez par « injustice sans recours » ? Quels sont les ouvrages et les références qui vous ont permis de développer ce concept ?

Tania Li (TL) : La question du recours est une question empirique. Face à l'injustice, que font les gens ? Que peuvent-ils faire ? Quelles sont les voies qui s'offrent à eux ?

Il existe de nombreuses possibilités – recours au droit, lobbying politique, etc. – mais je me concentrerai ici sur celle que vous mettez en avant dans votre numéro spécial, à savoir l'action collective.

Il peut s'agir d'une action collective visant à demander réparation aux autorités, à reconquérir un espace, à s'emparer d'une institution ou d'un processus, ou à prendre le contrôle de l'État dans son ensemble et à le remodeler de manière à incarner, à mettre en œuvre ou à préfigurer le type de justice recherché.

Si l'on regarde ce qui se passe dans le monde, on s'aperçoit que l'action collective est exceptionnelle. Dans la plupart des cas, le plus souvent, les personnes qui subissent une injustice ne se mobilisent pas collectivement pour la contester.

Il faut donc s'intéresser à l'action collective lorsqu'elle se produit, et nous intéresser tout autant, voire davantage, à l'inverse : à la non-mobilisation, à l'absence d'action héroïque – aux cas où face à l'injustice, les gens ne s'organisent pas et ne se soulèvent pas.

Étudier quelque chose qui ne se produit pas est, bien sûr, plus difficile que d'étudier quelque chose qui se produit. Les chercheurs et les lecteurs aiment l'action, la rédemption et les fins heureuses. C'est pourquoi la recherche se concentre sur l'action collective visible, en particulier l'action que les chercheurs considèrent comme progressiste – au détriment des autres cas. En tant que chercheurs, nous devons réfléchir à cela.

jssj19_ep02_li_sound_01 : 4 min 26 s

CA : Très juste. Cela participe d'une tendance plus large qui conduit les chercheurs à rechercher ce qui est exceptionnel et à ignorer ce qui se passe quotidiennement dans la vie « normale », qui devient alors invisible.

En ce qui concerne la justice spatiale et ce numéro sur les « territoires de lutte », avez-vous des exemples d'« injustice sans recours » et plus spécifiquement de dimensions territoriales et spatiales de telles injustices ?

TL : Votre numéro met l'accent sur la mobilisation collective pour la défense des territoires ainsi que sur le rôle du territoire et de l'espace, qui rendent possible et orientent la lutte collective. Je suis d'accord qu'il s'agit d'un élément crucial de nombreuses luttes. En contrepoint, il permet d'expliquer pourquoi, dans le cas que j'étudie, la mobilisation collective est rare ou infructueuse.

Les recherches que j'ai menées ces dernières années, avec l'anthropologue indonésien Pujo Semedi, portent sur l'expansion de la présence des grandes entreprises dans les zones rurales. Le gouvernement indonésien leur a accordé des concessions à long terme, renouvelables, couvrant un tiers des terres agricoles du pays pour les plantations de palmiers à huile, auxquelles s'ajoutent d'autres concessions pour le bois, l'exploitation forestière, l'exploitation minière, etc.

Ces concessions empiètent sur les terres agricoles et forestières utilisées par les populations locales, et l'injustice que ces dernières subissent est extrême. Leurs terres, leurs forêts, leurs rivières, leurs moyens de subsistance et leurs espaces de vie leur sont enlevés et, dans certains cas, les locaux sont cantonnés à de minuscules hameaux coincés entre plusieurs plantations. Ces hameaux n'offrent pas de possibilité de mise en valeur agricole, ils sont beaucoup trop petits ; et socialement, culturellement et politiquement, ils ne sont pas du tout autonomes. Les chefs de hameau sont payés par les sociétés de plantation ; les hameaux sont divisés entre les groupes pour et contre ; et pour survivre, les gens doivent travailler pour la plantation ou chercher d'autres petits moyens d'extraire de la valeur, comme le vol.

Ces espaces manquent donc précisément de la configuration que vous avez identifiée comme essentielle à l'action collective : des espaces autonomes dans lesquels les gens peuvent vivre, agir, penser, discuter, développer un vocabulaire critique et formuler des stratégies pour changer leur situation. Même les souvenirs du lieu et le sentiment d'appartenance peuvent être perdus : les arbres fruitiers, les cimetières, les sentiers, et les histoires qui y étaient inscrites, ont été détruits par les bulldozers des entreprises et remplacés par des rangées monotones de palmiers.

Dans notre livre *Plantation Life* (Li et Semedi, 2021), nous avons qualifié cette réorganisation totale de l'espace d'« occupation entrepreneuriale » (*corporate occupation*). En lisant des récits de la Palestine occupée, nous avons été frappés par certains schémas récurrents : une force d'occupation fragmente le territoire, restreint les mouvements, s'appuie sur des collaborateurs, crée des règles et divise la population en catégories ayant chacune des droits différents.

Voilà donc l'élément spatial du régime de pouvoir et de contrôle dans la zone de plantation, et il manque précisément, comme je l'ai dit, ces espaces autonomes qui sont si cruciaux pour l'action collective. Il est difficile de savoir par où commencer – sur le plan imaginaire, affectif, pratique, économique, politique – pour reconquérir un tel espace.

Il y a quelques exemples en Indonésie, très discutés par les mouvements sociaux, où les gens se sont mobilisés collectivement pour reprendre des terres aux plantations. Quelles étaient les conditions de possibilité ? Tout d'abord, les plantations récupérées étaient généralement abandonnées ou en ruine, si bien que leurs propriétaires n'ont pas fait appel à l'armée et à la police pour tenter de les défendre. Deuxièmement, les mobilisations se sont produites dans de rares fenêtres d'ouverture politique, où les politiciens ont vu un avantage à soutenir une lutte populaire. Dans la plus grande partie de l'Indonésie et le plus souvent, ces conditions ne sont pas réunies.

Nous devons donc étudier l'action collective lorsqu'elle se produit, et nous devons étudier son absence ; les deux perspectives aident à éclairer les conditions de possibilité de l'autre.

jssj19_ep02_li_sound_01 : 12 min 3 s

CA : Ce que vous proposez, d'étudier l'absence d'action collective, c'est une idée très productive. Elle m'amène à vous poser une question sur un numéro que vous préparez avec des coauteurs sur les revendications de justice et les réponses à l'injustice sociale, spatiale et environnementale dans le Sud global. Dans l'introduction de ce numéro (Daré *et al.*, 2024), vous soulignez les défis posés aux chercheurs qui étudient des populations qui n'expriment pas ou ne peuvent pas exprimer

ouvertement leurs sentiments d'injustice et ne demandent pas publiquement réparation. Quelle approche suggérez-vous, vous et vos coauteurs ?

TL : Ma réponse ne va pas vous surprendre. Je crois que la seule façon de comprendre les sentiments d'injustice dans des contextes où ils ne peuvent pas être exprimés publiquement est de mener une recherche ethnographique qui s'approche des mots et des actes quotidiens des personnes concernées. L'attention portée au langage est un bon point de départ. Lors de nos recherches sur les plantations, les villageois dont les terres avaient été accaparées par les sociétés de plantation nous ont dit qu'ils étaient « devenus un public [de spectateurs] ». Qu'est-ce qu'un public ? Le public ne joue aucun rôle dans le scénario, personne ne le regarde ni ne le remarque. Il regarde ce qui arrive aux autres sur la scène. Dans le cas présent, les villageois regardaient les dirigeants de la plantation, les travailleurs bien payés, les fonctionnaires et les politiciens s'enrichir grâce à la plantation, alors qu'ils n'avaient rien.

« Devenir le public » est l'expression vernaculaire d'un sentiment aigu de marginalité ou d'invisibilité, ou de ce que Jacques Rancière (1999) appelle « la part des sans-part ». Leur situation difficile correspond aussi à la position que Giorgio Agamben (1998) a appelée « homo sacer » : des personnes qui peuvent être tuées, mais pas sacrifiées, car une personne dont le sacrifice est reconnu joue un rôle dans le drame, et est en fait au centre de celui-ci. Ni les entreprises ni le gouvernement ne reconnaissent que les villageois dont les terres ont été prises ont fait un sacrifice ou ont été sacrifiés. Ils les traitent comme s'ils n'étaient tout simplement pas là ou, s'ils sont là, comme si ils ne valent rien et ne peuvent donc avoir subi de perte.

Qu'en est-il des actions ? Les gens se livrent à des activités illicites sur les terres de plantation, comme la cueillette de fougères comestibles, le pâturage du bétail et le brûlage de palmiers pour chasser les rats arboricoles. Ces activités peuvent être considérées comme des actions de guérilla ou simplement comme des tactiques de survie et elles impliquent souvent une complicité, par exemple en « graissant la patte » des gardes de la plantation. La principale action que nous avons rencontrée au cours de nos recherches, c'est le vol. Les villageois et les travailleurs volent la société de plantation ; ils se volent aussi les uns les autres. Nous avons dû veiller à ne pas nous lancer trop vite dans une théorisation à la James Scott (1985) du vol comme « armes des faibles ». Le vol peut être prédateur. Nous avons donc essayé de prêter une attention particulière à la manière dont les gens décrivaient et évaluaient le vol – comme arme, comme péché, comme signe de faiblesse ou de force, etc.

Il n'est pas possible d'aborder cette question sans prêter une attention particulière aux détails, c'est-à-dire aux mots et aux actions tels qu'ils se déroulent au quotidien.

jssj19_ep02_li_sound_01 : 19 min 10 s

CA : D'après vous, comment aller au-delà de la description ou de l'analyse des sentiments d'injustice ? Et quel rôle les universitaires et les chercheurs peuvent-ils jouer dans l'évaluation de ce qui constitue réellement une injustice en soi ?

TL : Ici aussi, il est important de prêter attention aux détails. C'est un problème si des personnes extérieures – universitaires, activistes, défenseurs des droits de l'homme – se précipitent pour caractériser l'injustice selon leurs propres critères, sans prêter attention à la façon dont l'injustice est ressentie sur le terrain. Il s'agit d'un équilibre délicat. Lorsque nous avons entendu des personnes dire « nous sommes devenus le public », il s'agissait de leurs mots, mais il nous est revenu d'interpréter ces mots comme une expression vernaculaire de l'injustice. Donc on écoute ce que les gens disent et on essaie de le contextualiser. Dans ce cas, il ne s'agissait pas seulement d'une expression – « devenir le public » ; nous avons rencontré de nombreux autres modes d'expression du sentiment d'être invisibles, négligés, écartés, non consultés – des injustices en matière de reconnaissance et de procédure – comme de ne pas recevoir une « part légitime » (Ferguson, 2015) de la richesse de la plantation.

Les villageois de la zone de plantation ne revendiquaient pas l'égalité – l'inégalité est une chose à laquelle ils sont habitués et qu'ils acceptent comme normale. En revanche, ils avaient des objections à ne se voir reconnaître la propriété d'aucune part, quelle qu'elle soit. Leur principale revendication était la reconnaissance et un dialogue dans lequel ils seraient traités, sinon comme des égaux, du moins comme des participants ayant le droit d'exprimer des aspirations et des revendications.

Les chercheurs doivent être attentifs à ces dynamiques et ne pas imposer de jugement. Nous devons comprendre ce que les gens pensent, disent et revendiquent sans leur prêter des paroles qu'ils ne prononcent pas. Par exemple, certains activistes en Indonésie sont déçus que les personnes dont les terres ont été accaparées par de grands groupes ne demandent pas leur éviction. Dans le cas que nous avons étudié, nous avons constaté que les gens cherchaient à faire de l'occupant un partenaire susceptible de s'engager avec respect dans un ensemble d'échanges réciproques, une position conforme à leur sens de la justice. Si les chercheurs et d'autres personnes extérieures ne comprennent pas le point de vue des villageois, ils risquent de trouver leur comportement surprenant ou décevant. Parvenir à une position de partenaires dans un échange n'est peut-être pas une révolution, mais dans ce contexte, ce serait une énorme transformation des relations existantes et, jusqu'à présent, les villageois n'ont trouvé aucun moyen de réaliser cette transformation.

jssj19_ep02_li_sound_01 : 25 min 35 s

CA : Pour changer un peu d'échelle : j'ai eu l'occasion de lire votre prochain article sur l'injustice sans recours qui concerne les communautés affectées par l'expansion des plantations de palmiers à huile. La dimension internationale des luttes et de leurs relais semble assez absente de la façon dont vous en rendez compte, malgré le caractère éminemment mondialisé de la filière de l'huile de palme et l'attention des médias internationaux portée sur l'huile de palme. Que pourriez-vous dire sur les multiples échelles de lutte et de recours ?

TL : Les Indonésiens produisent pour les marchés mondiaux depuis des siècles – pensez au commerce des épices, à la collecte des résines, à l'essor des petites exploitations productrices de café, de clous de girofle, de caoutchouc ou de cacao. La dimension mondiale n'a rien de nouveau. Pour les producteurs, la justice est une question de répartition des bénéfices le long de la chaîne de valeur. L'enthousiasme local pour la production à l'exportation donne une tournure intéressante à la notion de « zones autonomes de contre-pouvoir » de Gibson-Graham. En Indonésie, les petits producteurs ne cherchent généralement pas à s'affranchir des marchés, qu'ils considèrent comme essentiels pour améliorer leur sécurité économique et leur bien-être. Ils cherchent plutôt à conserver une plus grande part de la valeur créée.

Les campagnes mondiales contre l'huile de palme ne tiennent pas compte de cette dimension. Le problème n'est pas le palmier à huile en tant que culture, ou l'huile de palme en tant que produit, mais bien les conditions hautement extractives imposées par les entreprises de plantation. Lorsque les petits exploitants cultivent le palmier à huile, ils conservent une plus grande part de la valeur et paient bien leurs travailleurs pour s'assurer de leur loyauté. Ils contribuent à des économies rurales dynamiques dans lesquelles l'argent circule lorsque les agriculteurs prospères améliorent leur habitat, créent de petites entreprises, etc. Lorsque les sociétés de plantation cultivent des palmiers à huile, elles emploient des travailleurs occasionnels pour des salaires très faibles et privent les petits exploitants de l'accès aux terres agricoles. Elles créent ainsi des zones mortes d'appauvrissement et de désespoir. Une même culture mondialisée pour des résultats très différents (Li, 2023a).

La majeure partie de l'huile de palme indonésienne – environ 85 % actuellement – est exportée vers l'Inde, où elle est utilisée comme huile de cuisson à prix abordable. Ce n'est pas un marché sur lequel l'activisme mondial contre l'huile de palme, ou en faveur de l'huile de palme durable, a beaucoup d'influence (Li, 2024).

Selon moi, l'échelle de justice cruciale pour le palmier à huile est nationale : le problème n'est pas lié à la culture ou à ses marchés d'exportation, mais à une politique

de développement qui a donné un tiers des terres agricoles indonésiennes à des sociétés de plantation et qui a évincé les petits exploitants.

La pertinence de l'échelle nationale devient particulièrement évidente en comparaison : en Thaïlande, troisième producteur mondial d'huile de palme, 80 % de la production est assurée par des petits exploitants dont les parcelles ont une taille moyenne de 4 hectares. Une nation différente, une histoire différente, une législation foncière différente, des politiques différentes de développement rural – et des résultats sans commune mesure.

Le rôle des chercheurs dans les luttes pour la justice

jssj19_ep02_li_sound_01 : 0 min

CA : Alors que les écarts socio-économiques se creusent dans la plupart des régions du monde et que de nouvelles injustices sont créées, comment voyez-vous le rôle des chercheurs dans l'élaboration de ressources pour les luttes contre l'injustice dans les pays du Nord et du Sud ?

TL : Tout d'abord, j'inciterais à prendre du recul par rapport aux déclarations à l'emporte-pièce, parfois exagérées, sur les évolutions en cours. Dans un article que j'ai coécrit avec James Ferguson (2018), nous avons montré que l'inégalité et l'injustice augmentent dans certains endroits, mais pas partout, et pas pour tous les secteurs ou groupes sociaux. Les chercheurs doivent être attentifs à ces histoires et expériences variées, et se demander comment différents lieux sont impactés. Par exemple, un petit exploitant prospère cultivant des palmiers à huile en Indonésie peut avoir l'impression que sa vie s'améliore. Il est essentiel de reconnaître cette diversité, plutôt que de postuler une expérience uniforme de déclin.

Deuxièmement, j'ai tendance à être peu ambitieuse quant au rôle des chercheurs dans l'élaboration des ressources. Ce que j'ai essayé de faire dans mes recherches, c'est de prêter attention aux types de ressources que les gens produisent et utilisent déjà, y compris les types de ressources peu glorieuses que j'ai décrits avant. Si les chercheurs ne s'intéressent qu'aux mobilisations collectives et aux revendications de justice, ils passeront à côté de ce que font la plupart des gens, la plupart du temps, c'est-à-dire essayer de survivre, mais ils passeront également à côté de l'étincelle d'action qui est présente dans la critique.

Lorsque quelqu'un dit « nous sommes devenus le public », c'est une approche critique. La personne dit qu'elle n'accepte pas la situation comme juste. La question suivante

pour un chercheur est : sous quelles formes cette perspective critique est-elle mise en commun, et quels sont les obstacles qui l'empêchent d'être amplifiée et suivie d'effets ? J'ai écrit un article à ce sujet, intitulé « Politics, Interrupted » (Li, 2019), dans lequel j'ai tenté d'identifier les points de blocage qui immobilisent les gens ou limitent leurs pensées, leurs expressions et leurs actions. Pourquoi une pensée n'est-elle pas exprimée, ou exprimée mais non partagée, ou partagée mais non suivie d'effet ?

Même si nous ne savons pas comment lever les blocages, le fait de reconnaître les étincelles de pensée critique et le potentiel d'actions critiques a de la valeur : cela évite le désespoir et signifie qu'il y a du travail à faire. Le postulat de mon travail est que tout le monde a la capacité de penser et d'agir de manière critique. Je m'intéresse donc toujours à ce qu'il advient de cette capacité, à la manière dont elle est canalisée, mobilisée, bloquée, réorientée. Il y a tant de choses à comprendre. Ce qui est encourageant, c'est que ce n'est jamais fini : l'étincelle de la critique est toujours présente. C'est ce qui me fait avancer. Si les gens acceptaient le monde tel qu'il est – comme le meilleur de tous les possibles – alors nous serions vraiment dans le pétrin.

jssj19_ep02_li_sound_01 : 6 min

CA : Je repense à votre cas indonésien d'injustice sans recours. Au-delà du Sud et des contextes autoritaires, j'observe des expressions similaires d'« impuissance » chez les jeunes du Nord lorsqu'ils sont confrontés à l'injustice. Dans son livre *In the ruins of neoliberalism: The rise of antidemocratic politics in the West* (2019), Wendy Brown explique comment le recul de l'État-nation face à la mondialisation néolibérale et à la montée du capital financier à l'échelle mondiale s'est produit simultanément à la disparition des espaces d'égalité politique et civique et de préoccupation pour les biens publics, et à l'émergence d'une « socialité déterritorialisée et dé-démocratisée ». Qu'en pensez-vous ?

TL : En Indonésie, la période de démocratie libérale observée dans l'histoire euro-américaine n'a pas eu lieu, et les Indonésiens n'ont jamais connu d'État dédié au bien-être de la population. Malgré cela, nous arrivons au même point. Aujourd'hui, les Indonésiens comme les Européens ont l'impression que personne ne s'occupe vraiment d'eux. Lorsque je lis la description que fait Wendy Brown de cette période de l'histoire américaine, je ressens le besoin de plus d'ethnographie, d'une meilleure compréhension de l'expérience des gens qui en sont venus à se méfier du gouvernement ou de la science.

Quels termes les jeunes utilisent-ils pour exprimer leur critique, leur aliénation, leur frustration face au statu quo ? Que font-ils de ces idées et de ces sentiments ? S'ils sont attirés par des projets de droite – comme c'est souvent le cas – quels sont les

éléments de ces projets qui résonnent avec leur propre compréhension et leurs propres expériences ? Ce ne sont pas seulement les mobilisations progressistes qui devraient nous intéresser, mais toutes sortes de mobilisations (et de non-mobilisations aussi !). Mon inspiration pour ce type de recherche est l'universitaire britannico-jamaïcain Stuart Hall, figure fondatrice des études culturelles, qui a passé la décennie 1980 à essayer de rendre compte de la popularité massive de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne (Hall *et al.*, 2017). Qu'est-ce qu'elle disait et faisait qui trouvait un écho auprès d'une si grande partie de la population, y compris auprès de personnes qui avaient toujours voté pour le parti travailliste par le passé ? Il pensait important d'essayer de comprendre ce moment historique. Pour vraiment comprendre le moment actuel, il faut faire du terrain. Notre rôle devrait être de comprendre les complexités du moment historique actuel sans porter de jugement hâtif.

Je pense que nous ne faisons pas notre travail de chercheurs si nous n'étudions que ce que nous voulons voir, ou ce que nous voulons trouver – lorsque cela nous déçoit, nous sommes perdus. La perplexité, voire la déception, devrait être le point de départ de la recherche.

Dans les études agraires, mon principal domaine de recherche, de nombreux chercheurs négligent les petits agriculteurs qui cultivent avec enthousiasme pour le marché mondial. Ces agriculteurs sont également ignorés par les mouvements sociaux qui cherchent des exemples d'alternatives non capitalistes. Certains lecteurs ont été horrifiés par les conclusions de mon livre *Land's End* (Li, 2014) qui explique pourquoi les agriculteurs indigènes de l'île indonésienne de Sulawesi ont abandonné la production vivrière au profit de la culture du cacao. Des activistes m'ont dit que les agriculteurs avaient commis une grosse erreur, mais j'ai supposé qu'ils avaient leurs raisons et que c'était mon travail d'essayer de les comprendre. Pour reprendre les idées fondamentales de Jacques Rancière (1999), faisons le postulat de l'égalité des intelligences.

jssj19_ep02_li_sound_02 : 19 min 40 s

CA : J'aime beaucoup cette remarque sur l'égalité des intelligences. Elle me rappelle ma formation en agriculture comparée et l'hypothèse de base selon laquelle les agriculteurs ont de bonnes raisons de faire ce qu'ils font. Mais j'aimerais approfondir la question des limites de la recherche, en particulier en ce qui concerne la communication. Que devrions-nous faire pour partager nos connaissances et nous connecter aux différents canaux de diffusion afin de susciter le débat à propos de la justice ?

TL : Les recherches conduites pour *Plantation Life* nous ont convaincus, Pujo et moi, qu'une catastrophe était en train de se produire dans la campagne indonésienne, où un tiers des terres agricoles du pays avaient été placées entre les mains d'entreprises par le biais de concessions renouvelables, privant des millions de familles de l'accès à des terres agricoles, maintenant et pour les générations futures. Nous ressentions le besoin d'intervenir, mais nous avons rapidement pris conscience de nos limites et de notre manque de compétences. Nous avons essayé d'écrire pour des journaux grand public et des magazines d'information indonésiens, et nous avons donné des conférences publiques. Lors d'une de ces conférences à Jakarta, une femme du Conseil national des sciences a exprimé sa gratitude : « Merci d'avoir attiré mon attention sur ce sujet », a-t-elle déclaré, « je n'en avais aucune idée ». Les citoyens ignorent souvent totalement ce qui se passe dans les zones rurales de leur propre pays, et encore moins ce qui se passe dans d'autres parties du monde. Ce manque de communication existe à tous les niveaux : de l'urbain au rural, du Nord au Sud, des universitaires au grand public.

Nous avons été confrontés à de nombreux échecs dans nos efforts de diffusion, même en partageant publiquement des constats provocateurs. Par exemple, un article de presse que j'ai écrit sur l'impunité des entreprises (Li, 2023b), qui demandait pourquoi les entreprises indonésiennes de production d'huile de palme s'affranchissaient de la loi, a immédiatement été vu par 75 000 personnes dans sa version indonésienne. Le thème de l'impunité des entreprises a touché une corde sensible du public indonésien, alors que d'autres articles que nous avons écrits sur les plantations comme forces d'occupation n'ont pas eu le même retentissement. Cette incohérence donne à penser qu'une communication efficace peut dépendre de la capacité à trouver le bon fil conducteur, le bon vocabulaire ou le bon moment.

Un journaliste qualifié m'a aidée à rédiger l'article sur l'impunité. Il m'a guidée sur la façon de simplifier le contenu, de hiérarchiser les points clés et d'éviter les détails excessifs pour maintenir l'intérêt du lecteur. Cette collaboration a permis d'atteindre un lectorat beaucoup plus large que celui que j'aurais pu atteindre par moi-même. J'ai beaucoup appris du journaliste, mais mes compétences restent limitées. Je ne me sens pas obligée de tout faire moi-même. Certains excellent dans la recherche, tandis que d'autres sont plus doués pour la vulgarisation – et la collaboration pourrait être la clé.

Bien que nous vivions dans un environnement saturé de médias, nous ne parvenons souvent pas à communiquer en dehors de nos cercles. En anthropologie, de nombreux auteurs sont profondément investis dans les débats théoriques. Je le suis aussi, mais j'essaie de ne pas laisser la discussion théorique dominer au point d'aliéner les lecteurs non spécialistes. Dans l'introduction de votre numéro spécial, j'ai remarqué que

l'écriture est fortement référencée et plus accessible aux universitaires qu'au grand public. Si les espaces universitaires sont nécessaires, nous avons peut-être aussi besoin d'autres formes d'écriture et d'autres formats pour atteindre un public plus large. L'équilibre entre la communication scientifique et l'éducation populaire est une chose sur laquelle nous devons tous travailler de différentes manières.

Pour citer cet article

Li Tania, Allaverdian Céline, 2025, "Injustice without recourse. Interview with Tania Li" [« Injustice sans recours. Entretien avec Tania Li »], *Justice spatiale / Spatial Justice*, 19 (<http://www.jssj.org/article/injustice-sans-recours-entretien-avec-tania-li/>).

Bibliographie

Agyeman Julian, Bullard Robert D., Evans Bob (eds.), 2003, *Just Sustainabilities. Development in an Unequal World*, London, Earthscan.

Agamben Giorgio, 1998, *Homo Sacer: Sovereign Power and Bare Life*, translated by Daniel Heller-Roazen, Stanford, Stanford University Press.

Brown Wendy, 2019, *In the Ruins of Neoliberalism: The Rise of Antidemocratic Politics in the West*, New York, Columbia University Press.

Daré William's, Huard Stephen, Lavigne Delville Philippe, Léonard Eric, Li Tania, 2024, "Imposed harms, citizenship and claims for justice in the Global South", under review.

Ferguson James, 2015, *Give a Man a Fish*, Durham, Duke University Press.

Ferguson James, Li Tania Murray, 2018 *Beyond the "Proper Job": Political-economic Analysis after the Century of Labouring Man*, Cape Town, University of Western Cape PLAAS, Working Paper 51.

Gibson-Graham J. K., 2007, *A postcapitalist politics*, Minnesota, University of Minnesota Press.

Hall Stuart, Davison Sally, Featherstone David, Rustin Michael, Schwarz Bill, 2017, *Selected Political Writings: The Great Moving Right Show and Other Essays*, Durham, Duke University Press.

Li Tania Murray, 2019, "Politics, Interrupted", *Anthropological Theory*, 19(1), p. 29-53.

- Li** Tania Murray, 2023a, "Dynamic farmers, dead plantations, and the myth of the lazy native", *The Journal of Peasant Studies*, 50(2), p. 519-538 (<https://doi.org/10.1080/03066150.2022.2163629>).
- Li** Tania Murray, 2023b, "Analysis: How do oil palm companies get away with disregarding Indonesian law?", *The Gecko Project/New Mandala/Mongabay* (<https://thegeckoproject.org/articles/opinion-in-indonesia-s-plantation-zone-companies-routinely-disregard-the-law-how-do-they-get-away-with-it/>, accessed on 2024/09/25).
- Li** Tania Murray, 2024, "Securing oil palm smallholder livelihoods without more deforestation in Indonesia", *Nature Sustainability*, 7, p. 387-393 (<https://doi.org/10.1038/s41893-024-01279-w>).
- Li** Tania Murray, **Pujo** Semedi, 2021, *Plantation Life: Corporate Occupation in Indonesia's Oil Palm Zone*, Durham, Duke University Press.
- Rancière** Jacques, 1999, *Dis-agreement: Politics and Philosophy*, translated by Julie Rose, Minnesota, University of Minnesota Press.
- Scott** James, 1985, *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven, Yale University Press.